

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE
L'EDUCATION CIVIQUE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND
CIVIC EDUCATION

INTERNAL TENDERS BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° _____/AONO/MINJEC/CIPM/2025 DU _____

**EN VUE DE L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE POUR LES SERVICES
CENTRAUX DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE
(MINJEC)**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail du personnel de son département ministériel, le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique lance un Avis d'Appel d'Offres en vue de l'acquisition du matériel informatique pour les services centraux du MINJEC.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent Appel d'Offres comprennent l'acquisition du matériel informatique pour les services centraux du MINJEC, conformément au Descriptif de la Fourniture, leur mise en service et leur réception. Il s'agit :

N°	Désignation
1	desktop (ordinateur de bureau)
2	imprimante (noir/blanc) multifonction
3	onduleur
4	scanner
5	parasurtenseur
6	système d'exploitation
7	suite bureautique
8	régulateur de tension

3. Tranches /Allotissement

Non applicable

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des estimations est de Cinquante millions (50 000 000) F CFA TTC. Ces prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINJEC, exercice 2025, imputation budgétaire : 59 26 147 05 34 00 10 524211.

5. Délais prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximal et le lieu de livraison prévu par le Maître d'ouvrage pour les fournitures objet du présent appel d'offres est de soixante (60) jours à l'Immeuble siège du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC).

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais spécialisées dans la fourniture d'équipements informatiques pour les services.

7. Financement

Les prestations objets du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINJEC, exercice 2025, imputation budgétaire : 59 26 147 05 34 00 10 524211.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO. Le montant de ladite caution est fixé à un million (1 000 000) F CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte 009, rez-de-jardin Tél. 222 20 35 70 ainsi que sur la plateforme de l'ARMP dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte 009, rez-de-jardin Tél. 222 20 35 70 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de francs CFA 70 000 (soixante-dix mille) payable au Trésor Public *pour les Administrations publiques et dans le Compte spécial CAS- ARMP pour les autres Maîtres d'Ouvrage, sauf dérogation expresse.*

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais

L'offre devra être soumise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le _____ à 13 heures précises, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra également être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____/AONO/MINJEC/CIPM/2025 DU _____
EN VUE DE L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE POUR LES SERVICES
CENTRAUX DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE
(MINJEC)
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Les offres parvenues après les date et heure limites de dépôt des offres ne seront pas reçues.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre

13.Recevabilité des offres

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

Notamment :

- l'absence de la caution de soumission à l'ouverture entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours, celle-ci devra être délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, elle doit être timbrée et acquittée, accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC).
- le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.
- la caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente, également la caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14.Ouverture des offres

L'ouverture des offres s'effectuera dans la salle de session de la CIPM du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, par la Commission de Passation des Marchés.

Elle se fera en un (01) temps. L'ouverture des offres administratives, techniques et financières aura lieu le _____ à 14 heures dans la salle de session de la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique sise au rez-de-jardin, Porte 010 de l'Immeuble siège dudit département ministériel, à Yaoundé, au Centre Administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1- Critères éliminatoires

Il s'agit :

- absence du cautionnement de soumission timbrée et acquittée à l'ouverture des plis, accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC) ;
- non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- non-respect d'au moins 5 des 7 critères essentiels ;
- absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- non-respect de 100% des spécifications techniques majeures ;
- non-respect de 70% des spécifications techniques mineures;
- absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par le fabricant ou l'absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par un distributeur agréé par le fabricant accompagné de l'agrément dudit distributeur ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années ;
- absence de la lettre de soumission datée, signée et timbrée ;
- absence de la charte d'intégrité signée ;
- absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- absence de la copie de sauvegarde de la soumission au moment du dépôt ;
- non-respect du format des fichiers.

15.2- Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur:

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la lettre de garantie ;
- le calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes) ;
- la capacité financière d'au moins 80% du montant du marché (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires annuel selon le bilan certifié ou la déclaration statistique et fiscale) ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, personnel technique) ;
- la preuve d'acceptation des conditions du marché ;

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17.Nombre maximum de lots :

Non applicable

18.Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19.Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, immeuble siège, sis au Centre Administratif, Yaoundé rez-de-jardin, Porte 009. Tél. 222 20 35 70 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20.Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

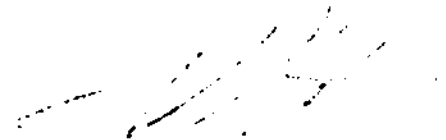
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48./-

Yaoundé, le _____

Copies:

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné, le cas échéant ;
- Président CIPM/MINJEC ;
- Affichage chrono.

**LE MINISTRE DE LA JEUNESSE
ET DE L'EDUCATION CIVIQUE
MAITRE D'OUVRAGE.**



MINISTRE DE JEUNESSE ET DE
L'EDUCATION CIVIQUE

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND
CIVIC EDUCATION

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES

INTERNAL TENDERS BOARD

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° _____ / ONIT/MINJEC/CIPM/2025 OF _____
FOR THE ACQUISITION OF IT EQUIPMENT FOR THE CENTRAL SERVICES OF THE
MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION (MINJEC)

Financing: BIP MINJEC, EXERCICE 2025
Budgetary line: 59 26 147 05 34 00 10 524211

1. Subject of the invitation to tender

As part of the process of setting up an appropriate, optimal and efficient management system for the manufacture of sports equipment, the Minister of Youth Affairs and Civic Education issues an invitation to tender for the purchase of IT equipment for the Central services of MINJEC.

2. Nature of services

The services subject of this consultation comprise the purchase of IT equipment for the Central services of MINJEC, according to the description of the supply, its putting into service and acceptance as follows:

N°	Designation
1	desktop computer
2	printer
3	inverter
4	scanner
5	surge protector
6	exploitation system
7	suite Bureautique/Computer accessories
8	Voltage regulator

3. Tranches/Allotment

Not applicable.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is FCFA fifty million (50 000 000) including tax. These services, which are the subject of this Invitation to Tender, shall be financed by the Public Investment Budget of MINJEC for the financial year 2025, budgetary line 59 26 147 05 34 00 10 524211..

5. Estimated deadline(s) and place(s) of delivery

The maximum time frame provided for by the Project Owner for the delivery of the supplies subject of this invitation to tender is sixty days (60) days

This time frame runs from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to companies under Cameroonian law specialised in the supply of IT equipment for services

7. Funding

The services under this tender shall be financed by The services covered by this Call for Tenders are financed by the Public Investment Budget (BIP) of the MINJEC, financial year 2025, budget allocation: 59 26 147 05 34 00 10 524211.

8. Mode of submission

Submission method selected for this consultation is online exclusively.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of 1 000 000 (one million) and valid for thirty (30) days beyond the initial date of the bids. The absence of the bid bond issued by a first-grade bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of Tender File

The physical file of the tender file may be consulted free of charge during working hours at the Public Contract's Services of the Ministry of Youths Affairs and Civic Education located at the Administrative Centre of Yaoundé, Room 009, ground floor Tel. 222 20 35 70, as well as on the ARMP platform upon publication of this notice.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arnp.cm) or on any other electronic communication.

11. Acquisition of tender file

The physical file of the tender file may be obtained from the Public Contract's Services of the Ministry of Youths Affairs and Civic Education located at the Administrative Centre of Yaoundé, Room 009, ground floor Tel. 222 20 35 70, as soon as this notice is published upon payment of a non-refundable sum of FCFA 70,000 (seventy thousand), payable at the Public Treasury *for Public Administrations and in the CAS- ARMP Special Account for other Contracting Authorities, unless this requirement is expressly waived.*

It is equally possible to obtain the soft copy of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees.

12. Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French.

The tender must be transmitted by the tenderer on the COLEPS platform not later than _____ at 1 p.m. A back-up copy of the offer saved on USB Flash must be sent in a sealed envelope with the clear and readable indication 'back-up copy' in addition to the below mentioned indication, within the deadline set.

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° _____ / ONIT/MINJEC/CIPM/2025 OF _____
FOR THE ACQUISITION OF IT EQUIPMENT FOR THE CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF
YOUTH AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION (MINJEC)

"TO BE OPENED ONLY DURING THE OPENING SESSION"

Tenders submitted after the deadline for submission shall not be accepted.

The offer must be submitted by the bidder on the COLLEPS platform or any other official electronic means of communication to be specified by the Project Owner latest on the _____ at 1 p.m. A back-up copy of the tender recorded on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above-mentioned indication, within the deadline set.

File size and format

Tenders arriving after the deadline for submission shall not be accepted

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images

The applicant shall use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase.

In any case, the opening of administrative documents, technical bids and financial offers shall take place on... at 2 p.m by the Project Owner's Tenders Board at the ground floor of the main building, door n°010, Administrative center/ Yaounde.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in the case of a group of companies and who have a mastery of the file.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation criteria

a- Eliminator criteria

The eliminator criteria include:

- absence of a bid bond stamped and paid for at the opening of tenders, accompanied by a receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC);
- failure to produce, within 48 hours of the opening of the envelopes, any part of the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing when the envelopes are opened (excluding the submission bond);
- false declarations, fraudulent schemes or falsified documents;
- non-respect of less than 5 out of 7 of the essential criteria;
- absence of the prospectus, catalogue, drawing, or technical sheet produced by the manufacturer;
- failure to comply with 100% of the major technical specifications;
- failure to comply with 70% of the minor technical specifications;
- absence of supplier's approval or authorisation issued by the manufacturer or absence of the supplier's approval or authorisation issued by the distributor approved by the manufacturer accompanied by the approval of the said distributor, if applicable;
- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- absence of a declaration on the honour for no abandonment of a contract during the last three years;
- failure to submit a dated, signed and stamped submission letter;
- absence of a signed integrity charter;
- absence of a commitment statement to comply with environmental and social clauses;
- absence of a back-up copy;
- failure to comply with file format.

b- Essential criteria

The essential criteria for the qualification of tenderers shall include, by way of indication, the following:

- the presentation of the bid;
- bidder's references;
- letters of guarantee;
- delivery schedule (planning and schedule for the execution of ancillary services);
- financial capacity (access to a credit line or other financial resources, turnover according to the certified balance sheet or statistical and tax return);
- after sales service (availability of spare parts, technical personnel);
- proof of acceptance of the contract conditions.

16. Award of contract

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest.

17. Maximum number of lots:

Not applicable.

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for 90 (ninety) days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information may be obtained during working hours from the Public Contract's Services of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, Head office located at Administrative centre/ Yaoundé, the ground floor, Room 009, Tel. 222 20 35 70, or online on the COLEPS platform via the address: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Contracting Authority.

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48./-

Yaoundé, the

THE MINISTER OF YOUTH AFFAIRS
AND CIVIC EDUCATION
Project Owner

Copies:

- AUTHORITY IN CHARGE OF PUBLIC CONTRACTS (MINMAP),
- ARMP,
- CONTRACTING AUTHORITY CONCERNED, IF APPLICABLE,
- CHAIRPERSON OF THE CIPM/MINJEC,
- NOTICE BOARD/Chrono

